

FAITS MARQUANTS DE LA RDP 5 DE L'AEWA: LUNDI 14 MAI 2012

La cinquième session de la Réunion des parties (RdP 5) à l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau d'Afrique-Eurasie s'est réunie pour sa première journée à La Rochelle le 14 mai 2012, sous le thème «Les oiseaux d'eau migrateurs et les hommes – des zones humides en partage». Les délégués ont entendu des déclarations liminaires, assisté à la cérémonie de remise des prix de l'AEWA, et ont abordé les questions d'organisation.

Au cours de l'après-midi, les délégués ont examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA, les questions relatives aux rapports nationaux et aux études internationales.

OUVERTURE DE LA RÉUNION

Sabrina Laconi, Adjointe au maire de La Rochelle, représentant le maire Maxime Bono, a accueilli les participants et décrit l'importance de la conservation des espèces et des réserves naturelles pour la ville.

Béatrice Abollivier, préfète de la Charente-Maritime, a détaillé les efforts déployés afin de faciliter le partage de la côte et de ses zones humides entre les oiseaux et les hommes, saluant la collaboration entre les organisations de chasse et de protection de la nature.

Dans un message vidéo, Achim Steiner, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a attiré l'attention sur la prochaine Conférence de Rio +20, soulignant les liens entre la conservation des oiseaux d'eau et le développement durable dans le contexte de l'économie verte.

Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive de la Convention sur les espèces migratrices (CMS), a salué l'AEWA comme un «accord de conservation, petit mais efficace». Elle a souligné la réussite des activités en cours, notamment l'Initiative africaine, qui a-t-elle déclaré stimule la mise en œuvre de l'Accord dans la région de l'Afrique, et attire également de nouvelles parties africaines à l'AEWA. Elle a souligné la nécessité de renforcer la base des connaissances de l'AEWA en développant davantage le Recensement international des oiseaux d'eau et en assurant un financement stable et à long terme. Elle a annoncé que le poste de Secrétaire exécutif de l'AEWA sera annoncé prochainement.

Marc Barbieri, Secrétaire exécutif par intérim de l'AEWA, a accueilli l'Éthiopie, le Tchad, le Monténégro et le Zimbabwe en tant que nouvelles parties à l'Accord, notant qu'elles portent le nombre de membres de l'AEWA à 66. Il a indiqué que malgré tous les efforts et les réussites antérieures en vertu de l'AEWA, de nombreuses espèces d'oiseaux d'eau sont toujours en déclin et des lacunes en termes de connaissances existent toujours. Barbieri a souligné la nécessité d'un mécanisme de coordination approprié pour assurer le succès de l'Initiative africaine, et aussi d'un niveau de financement adéquat, précisant que «l'AEWA vaut l'investissement».

Faisant référence à La Rochelle comme un «lieu emblématique» pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs, Jean-Pierre Thébault, Ambassadeur délégué à l'environnement, France, a souligné le statut d'espèce menacée conféré à de nombreux oiseaux d'eau migrateurs, et a réitéré le soutien de son pays à l'AEWA. Il a souligné, entre autres, l'importance du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique et l'importance des organisations non gouvernementales (ONG) en matière de conservation des oiseaux d'eau.

Nick Williams, Chargé de programme, Unité de coordination intérimaire du Mémorandum d'entente (MoU) sur la conservation des oiseaux de proie migrateurs d'Afrique et d'Eurasie de la CMS (MoU sur les rapaces), a accueilli la France au Mémorandum d'entente, et l'Ambassadeur Thébault, qualifiant l'accord de symbole de l'engagement de son pays à la conservation des oiseaux, a signé le document.

Barbieri a présenté la signature d'un nouveau Mémorandum d'entente entre la Convention de Ramsar relative aux zones humides d'importance internationale et la CMS. Nick Davidson, Secrétaire général adjoint, Convention de Ramsar, a fait remarquer que le nouvel accord permettrait de «mettre à jour, renouveler et réorienter» leur collaboration déjà existante, et Bert Lenten, Secrétaire exécutif adjoint de la CMS, s'est engagé à poursuivre la coopération en cours, notant l'importance des zones humides non seulement pour les oiseaux d'eau, mais aussi pour d'autres espèces migratrices d'intérêt pour la CMS.

PRIX DE L'AEWA POUR LA CONSERVATION DES OISEAUX D'EAU

Les prix 2012 de l'AEWA pour la conservation des oiseaux d'eau, qui reconnaissent les individus et les institutions pour leurs contributions à la conservation et l'utilisation durable des oiseaux d'eau, ont été introduits par Sergey Dereliev, Secrétaire de l'AEWA, et présenté par Øystein Størkersen, Président du Comité permanent de l'AEWA. Le prix de la catégorie individuelle a été remis à feu Brooks Childress, pour son travail sur la conservation des flamants roses. Après un moment de silence, Sandra Childress a accepté le prix au nom de son mari, en notant sa profonde affection pour les oiseaux d'eau, leurs habitats, et pour les personnes qui ont partagé sa passion et sa vision.

L'International Wader Study Group a reçu le prix de la catégorie institutionnelle. Acceptant le prix au nom du groupe, Gregor Scheiffarth a souligné les efforts des bénévoles du Groupe, notant que les chercheurs font souvent les frais des limitations imposées par les frontières politiques qui sont traversées par les échassiers et que la collaboration internationale afin d'approfondir la connaissance de l'écologie des échassiers est essentielle.

DISCOURS D'OUVERTURE

Bart Ebbinge, Président du Groupe de spécialistes sur les oies, coordonné par la Commission sur la survie des espèces de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et Wetlands International, a prononcé un discours sur la gestion des populations croissantes d'oies. Il a indiqué que beaucoup de populations d'oies ont augmenté depuis l'introduction de règlements sur chasse dans les années 1970, et a signalé que la chasse a maintenant repris dans de nombreux pays pour réduire la pression sur les terres agricoles. Ebbinge a présenté des études de cas relatives à la bernache, l'oie rieuse et l'oie à bec court, décrivant l'équilibre délicat entre la pression de chasse et la taille des populations. Soulignant l'importance de bonnes statistiques concernant les tableaux de chasse et de données sur la taille et la dynamique des populations, il a conclu que: la chasse peut avoir un impact majeur sur les populations d'oies; certaines espèces, y compris l'oie des moissons de la taïga, sont toujours en baisse; des législations plus souples sur la chasse seraient utiles pour répondre à l'évolution des densités des populations; et que les taux de prélèvements devraient être coordonnés et surveillés internationalement.

QUESTIONS D'ORGANISATION

Présentant les questions d'organisation, Størkersen, a déclaré que la réunion aborderait les questions bureaucratiques, y compris le budget, mais a fait remarquer que le point central de l'AEWA est «la conservation sur le terrain». Il a également souligné quelques-uns des défis de la réunion, y compris les discussions sur les climats changements, les industries extractives, la voie de migration d'Asie centrale et le financement du recensement international des oiseaux d'eau.

Barbieri a ensuite présenté le Règlement intérieur (AEWA/MOP5.2), décrivant deux amendements proposés pour remédier aux incohérences entre les Règles et l'Accord, et les délégués ont adopté le Règlement, tel que modifié.

Les délégués ont élu Paul Delduc (France) en tant que Président de la RdP 5, et James Gichia Njogu (Kenya) en tant que Vice-président, et ont adopté l'ordre du jour et le programme de travail proposés (AEWA/MOP5.3/Rev.1). L'Ukraine, le Royaume-Uni, le Togo et le Kenya ont été élus au Comité de vérification des pouvoirs.

Les délégués ont mis en place deux groupes de travail, désignant la Norvège comme Présidente et l'Algérie, assistée par l'Ouganda, comme Vice-présidente du Groupe de travail sur les finances et l'administration, et le Kenya comme Président et l'Afrique du Sud comme Vice-président du Groupe de travail scientifique et technique.

Les délégués ont ensuite admis plusieurs observateurs.

DÉCLARATIONS D'OUVERTURE

L'ISLANDE, la CÔTE D'IVOIRE, la FÉDÉRATION DE RUSSIE et la POLOGNE ont annoncé qu'ils étaient parvenus aux étapes finales de l'adhésion à l'AEWA.

Le TCHAD, le GABON, l'ETHIOPIE et le ZIMBABWE ont rappelé leur récente adhésion à l'Accord. Le TCHAD a décrit sa diversité nationale en termes d'habitats et d'espèces, et l'ETHIOPIE a souligné différentes activités pertinentes, y compris le suivi de la biodiversité, les campagnes de sensibilisation du public et le développement de plans d'action par espèce. Le ZIMBABWE a décrit ses priorités nationales, y compris l'intégration des activités de l'AEWA dans les plans nationaux de développement.

La MAURITANIE, le TOGO et le GROUPE AFRICAIN ont souligné l'importance de la conservation des oiseaux d'eau dans le contexte élargi des efforts pour assurer des moyens de subsistance durables, le GROUPE AFRICAIN mettant en évidence ses travaux sur un plan d'action quinquennal, incluant des activités visant la conservation des oiseaux d'eau à l'échelle régionale.

RÉSULTATS DE LA COP 10 DE LA CMS ET AUTRES DÉVELOPPEMENTS PERTINENTS POUR L'AEWA

Saluant la concordance croissante entre les points focaux de la CMS et de l'AEWA comme un exemple d'accroissement des synergies, la Secrétaire exécutive de la CMS Mrema a présenté les résultats de la COP 10 de la CMS qui sont d'intérêt pour l'AEWA. Attirant l'attention sur le thème de la CdP 10, soit les réseaux écologiques, elle a souligné les liens entre la protection des espèces et des habitats et le travail de l'AEWA sur l'outil de Réseau de sites critiques.

Elle a souligné une résolution de la CMS sur les voies de migration, ainsi que les efforts visant à organiser des réunions des États de répartition des voies de migration de l'Asie centrale et les synergies avec les réunions sur le MoU sur les rapaces, et une résolution sur l'élaboration d'un plan d'action pour la conservation des oiseaux terrestres migrateurs.

Mrema a également noté les travaux de la CMS pertinents pour l'AEWA sur, notamment: la protection des oiseaux migrateurs de la collision et de l'électrocution par les réseaux électriques; minimiser les risques d'intoxication des oiseaux migrateurs; un examen des espèces exotiques envahissantes; les impacts des changements climatiques sur les espèces migratrices; le développement d'un nouveau site web «famille de la CMS» pour améliorer le partage de données et harmoniser les rapports; et la forme future de la CMS et ses instruments, y compris l'AEWA.

L'Allemagne, s'exprimant au nom de la Communauté européenne (CE), a déclaré que la CE présentera une proposition pour donner mandat au Comité permanent de renforcer les synergies entre la CMS et l'AEWA.

MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE DE L'AEWA

Le Secrétariat a présenté le rapport analysant les progrès mondiaux de la mise en œuvre du Plan stratégique 2009-2017 (AEWA/MOP5.11), notant que le rapport a conclu que les progrès étaient en général «très insuffisants». Il a déclaré que les progrès les plus importants avaient été accomplis dans l'utilisation systématiquement durable des oiseaux d'eau, et que les progrès les moins importants avaient été réalisés dans l'amélioration de l'état de conservation des oiseaux d'eau migrateurs.

Le Secrétariat a expliqué que le rapport comprenait 12 recommandations visant à améliorer la mise en œuvre du Plan stratégique. Le SENEGAL a fait remarquer que plusieurs des recommandations ont été reprises dans le Plan d'action pour l'Afrique 2012-2017.

RAPPORTS NATIONAUX ET SYSTÈME DE RAPPORT EN LIGNE

Discutant du Rapport d'étape sur les rapports nationaux et le système de rapport en ligne (AEWA/MOP5.12), le Secrétariat a présenté des recommandations pour améliorer les rapports, y compris pour: bien formuler les questions pour éviter les mauvaises interprétations; adapter les questions à chaque partie contractante; développer un module d'analyse pour le système de rapport; et former les répondants nationaux à l'utilisation du système.

Au cours de la discussion qui a suivi, le MALI a expliqué qu'il n'avait pas soumis son rapport national en raison de l'instabilité politique nationale. Le SECRETARIAT DE RAMSAR a indiqué que plusieurs de ses parties avaient exprimé un intérêt pour une plate-forme en ligne qui permet l'harmonisation et la recherche transversale à travers les différentes bases de données des accords environnementaux multilatéraux (AEM).

Le Secrétariat a présenté le développement du système de rapport en ligne (ORS), notant un taux de réponse de 69 %, et a présenté le projet de résolution sur les rapports nationaux et le système de rapport en ligne (AEWA/MOP5 DR 1).

La SUISSE, le DANÉMARK, le SENEGAL et la TUNISIE ont fait état de difficultés techniques lors de la soumission de leurs rapports en ligne. Le SENEGAL a remis en question la nécessité d'une harmonisation des rapports sur la Directive de l'UE sur les Oiseaux et la TUNISIE a déploré l'approche «descendante» adoptée par le Secrétariat. Le Secrétariat a rappelé que le système et le format ont été approuvés par la RdP 4, et que les Comités permanent et technique avaient été étroitement impliqués dans les travaux intersessions sur les ORS. Le délégué a déclaré que le Secrétariat fera circuler une enquête sur les ORS, et les délégués ont convenu d'établir un groupe de travail pour examiner la question plus en profondeur.

ÉTUDES INTERNATIONALES

Szabolcs Nagy, Wetlands International, a présenté la 5e édition du rapport sur l'Etat de conservation (AEWA/MOP5.14) et le rapport préliminaire sur le Réseau de sites (AEWA/MOP5.15). Nagy a présenté les recommandations des deux rapports, y compris, dans le cas du premier, le déploiement d'efforts concertés pour améliorer la surveillance et la réduction des impacts de l'utilisation des ressources biologiques et les activités de gestion de l'eau, et dans le cas du deuxième, la désignation des sites critiques et la conduite de revues visant à améliorer les connaissances des zones mal connues.

Le Secrétariat a présenté le projet de résolution sur la prise en main des lacunes dans les connaissances sur la conservation des populations d'oiseaux d'eau et des sites importants pour ces derniers (AEWA/MOP5 DR 2), et a annoncé que le projet de résolution sera examiné par le Groupe de travail scientifique et technique. Plusieurs délégations ont souligné l'importance de la résolution, et certains ont formulé des commentaires initiaux sur, notamment, les critères de désignation des sites, la question de savoir si les critères de la Convention de Ramsar pourraient être utilisés par l'AEWA et la collaboration entre l'AEWA et Ramsar.

DANS LES COULOIRS

Les participants arrivant dans la ville portuaire et pittoresque de La Rochelle, datant de 1000 ans, ont été accueillis par un soleil radieux et une vue sur le port, dont plusieurs espéraient qu'elle allait inspirer le travail de la RdP 5. Lundi, le jour de l'ouverture de la réunion, a été l'occasion de l'annonce par quatre pays de leur récente adhésion à l'Accord, et par quatre autres qu'ils étaient parvenus à l'étape finale de leur adhésion. Certains ont insisté sur l'Initiative africaine, récemment créée, comme un élément clé dans la réussite des efforts visant à attirer les parties africaines et à renforcer l'accord dans cette région.

D'autres étaient plus critiques dans leurs évaluations initiales de l'AEWA, citant la revue accablante de la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA pour la période 2009-2017, dans laquelle les progrès ont été jugés comme étant «très insuffisants». Pourtant, tout en restant prudents dans leurs éloges, certains délégués expérimentés ont conclu que l'AEWA est seulement parvenu au tiers de la période allouée à la mise en œuvre du Plan stratégique et ne doit donc pas être jugée trop sévèrement à ce stade. Regardant vers l'avenir, et anticipant les négociations budgétaires encore à venir, ils ont souligné que le financement sera crucial pour permettre à l'AEWA d'atteindre les objectifs énoncés dans le Plan stratégique.